



C E T R I

ANALYSE 2015
6 juillet

Centre tricontinental

UN TEA PARTY TROPICAL ? L'INQUIÉTANT RÉVEIL DE L'ULTRA-DROITE AU BRÉSIL

Laurent Delcourt

Dans un contexte marqué par un brusque ralentissement économique et un nouveau scandale de corruption touchant l'ensemble des partis de la coalition gouvernementale, on assiste au Brésil à l'émergence et à la montée en puissance d'une droite « nouvelle », radicale et militante. Apparue dans la foulée des mobilisations de juin 2013, elle forme un attelage hétéroclite d'organisations et de groupuscules de provenance et d'identité diverses, sans lien apparent, si ce n'est une commune aversion pour le PT. Partageant plus qu'un air de famille avec le Tea Party aux États-Unis, dont elle reprend discours ultralibéral, sécuritaire et antisocial, elle s'est donnée pour mission de mettre à bas l'héritage et les acquis du « lulisme », profitant du discrédit généralisé qui s'est abattu sur la classe politique. Capable de mobiliser les classes moyennes et/ou aisées des grandes villes du Sud du pays, en surfant sur les thématiques qui leur tiennent à cœur, elle constitue un nouveau défi de taille pour la gauche brésilienne, affaiblie, divisée et désorientée.

« Nous ne laisserons jamais notre pays devenir une dictature totalitaire, ce qui est l'objectif du PT » (Kim Kataguirí, 18 ans, blogueur et leader du collectif de droite Movimento Brasil Livre, 2014)

« Les dames des Marches de la Famille avec Dieu¹ paraissent elles aussi sympathiques et civilisées. Mais derrière elles sont venus les chiens de la répression, les assassinats, les tyrans et la nuit surtout qui s'est abattue sur le peuple brésilien » (Fernando Brito, « O vácuo político é estufa da direita », *Tijoloço*, 21 juin 2013)

Ils éruent contre les homosexuels, les indigènes, les Nordestins, les défenseurs de l'avortement et la politique des quotas réservés aux gens de couleur. Ils se déchaînent contre les mouvements progressistes, dénoncent la mainmise des « Cubains » sur les institutions fédérales et fulminent contre les impôts, la corruption et les programmes sociaux du gouvernement. Ils exigent le rabaissement de la majorité pénale, la restauration de la peine de mort, la libre circulation des armes à feu, le retrait des garanties juridiques pour les prisonniers de droit commun, considérés comme des *privilegios de bandidos* (privilèges de bandits), et prônent un État minimal. Ils militent pour l'indépendance de la région de São Paulo au prétexte de le soustraire au vote « clientéliste » des couches populaires et se mobilisent dans la rue ou sur les réseaux sociaux pour réclamer le départ de Dilma Rousseff, quitte à faire appel à l'armée.

Formant une nébuleuse à géométrie variable d'organisations et de groupuscules aux frontières

1 Annonciatrices du coup d'État militaire du 31 mars 1964, des « Marches de la Famille avec Dieu pour la liberté » ont été organisées entre le 19 juin et le 8 mars. Mobilisant des milliers de personnes, issues principalement des classes moyennes urbaines des villes du Sud du pays, elles s'opposaient aux réformes progressistes du gouvernement de João Goulart (1961-1964), dénonçant une prétendue mainmise communiste sur le pays.

porées, ces activistes, souvent jeunes, souvent bien nés, ont aujourd'hui le vent en poupe au Brésil. Dopés par les mobilisations monstre de juin 2013 et trouvant un réel écho au sein des couches moyennes urbaines, ils sont les fers de lance d'une « nouvelle droite », ultra-radical, agissante et militante, dont le surgissement récent dans l'espace public, politique et médiatique constitue, selon le philosophe Paulo Eduardo Arantes, l'un des phénomènes politiques les plus importants de l'histoire contemporaine du Brésil.

Un réveil bruyant dans le chaudron des « Journées de juin 2013 »

« L'élan d'impatience qui s'est manifesté dans les mobilisations de juin 2013 s'est accompagné d'un élan symétrique et antagonique : l'émergence d'une nouvelle droite ..., une droite non conventionnelle qu'il est difficile d'appréhender à partir des catégories politiques traditionnelles » (Folha de São Paulo, 31 octobre 2014). À contre-courant des interprétations angéliques, impressionnistes et fantasmées qui ont été faites des mobilisations de juin 2013, souvent vues comme le réveil politique d'une jeunesse à forte sensibilité progressiste, Arantes propose une grille de lecture bien différente. Il en appelle à l'adoption d'autres lunettes sociologiques permettant de mieux saisir l'événement, sa nature et sa portée. Plus concrètement, il invite à reconsidérer ces mobilisations à l'aune de ses dynamiques concrètes et de ses prolongements dans le contexte politique le plus immédiat: la montée en puissance, entre autres, d'une nouvelle droite réactionnaire, extrême et militante qui s'est donnée pour objectif de saper les acquis du lulisme.

Dans la chaleur des journées de juin, le phénomène n'avait guère échappé aux commentateurs brésiliens les plus avisés, témoins directs des événements. Deux semaines à peine après le début de ces mobilisations massives qui ont secoué les grandes villes du pays, tous font état d'un changement de cap, de ton et de composition de la protestation. Tous observent une transfiguration du mouvement. Tous notent un subit glissement des revendications : progressistes initialement (baisse du prix des transports, meilleurs services publics, etc.) vers des slogans antisystème, irrationnels, poujadistes ou nationalistes, voire des mots d'ordre franchement réactionnaires.

Dans un éditorial publié le lendemain de la grande manifestation du 20 juin à São Paulo, le journaliste et historien Gilberto Maringoni, observateur attentif des dynamiques sociopolitiques brésiliennes, insiste déjà sur ce basculement. Les « demandes socialement positives et généreuses de la première vague de protestation » note-t-il alors, « ont fait place à une révolte conservatrice « contra todo o que está aí » (contre tout ce qui est en place) », contre la corruption, les impôts, Bolsa família², Lula, Dilma, les partis politiques en général, ceux de gauche en particulier. Et d'insister ensuite sur la peur qui s'est emparée de très nombreux manifestants après l'agression de dizaines de militants de gauche par des groupes de protestataires : « J'ai vu, sur internet et au sein même des manifestations, beaucoup de gens effrayés. Des hooligans encapuchonnés ou masqués ont semé la peur à toute heure de la journée. Ceux-ci s'en sont d'abord pris à des militants de partis politiques et de mouvements sociaux, arrachant leurs drapeaux et y boutant le feu. Et après avoir poussé leurs cris de guerre – "suppression des partis", "suppression du gouvernement", "mon parti est le Brésil" -, ils en ont appelé à une "action contre le communisme" dans les prochaines semaines dans le plus pur style de la guerre froide. Ils sont venus là pour gâcher la fête. Et ils y sont parvenus en partie à São Paulo ». Alertant sur le danger de la situation, Maringoni n'hésite pas à comparer, dans le même billet, cette manifestation pauliste à la « Marche sur Rome » de sinistre mémoire (Carta Maior, 21 juin 2013).

Même son de cloche de la part de Marco Aurélio Weissheimer, chroniqueur à Carta Maior, qui écrit également à chaud : « Ce qui avait commencé comme une grande mobilisation sociale contre l'augmentation des billets de bus et la défense d'un transport public de qualité est en train de déboucher, sous nos yeux, sur une expérience sociale incontrôlable possédant des caractéristiques fascistes on ne peut plus méprisables (...). Dans la nuit de jeudi à vendredi, tous les traits constitutifs de notre démocratie ont été menacés et attaqués, de diverses manières et dans plusieurs villes du pays. De la violence policière ? Il y en a eu, certes. Mais ce qui s'est passé hier n'est pas moins grave (...): attaques perpétrées contre des militants de gauche et expulsion de ces derniers des manifestations, attaques contre des sièges de partis politiques et d'institutions publiques (...). Et ce ne

2 Programme de transfert conditionnel de revenu à destination des familles les plus pauvres du pays mis en place et élargi par le premier gouvernement Lula (2003-2006). Il bénéficie aujourd'hui à près de 14 millions de familles.

sont pas seulement des militants pétistes qui ont été agressés et expulsés (...). Dans plusieurs villes du pays (ces agressions) se sont également multipliées contre des militants du PSOL, du PSTU, du MST³ et même contre certaines personnes qui ne représentaient qu'elles-mêmes (...) » (21 juin 2013).

De São Paulo, Porto Alegre, Brasília, Rio de Janeiro, Belo Horizonte et bien d'autres villes du pays afflueront ensuite quantité de témoignages similaires si bien que les militants de gauche (à l'exception peut-être de quelques groupuscules anarchistes et autonomistes) ainsi que de nombreux simples citoyens vont se retirer de la protestation. Alarmé par la tournure prise par les événements, le MPL (Movimento Passe Livre⁴), à l'origine du mouvement, annoncera d'ailleurs lui aussi publiquement son désengagement et appellera ses militants à cesser l'action, dénonçant la violence envers les partis et militants de gauche, l'instrumentalisation de la protestation par des médias à la botte de l'opposition et son infiltration par des militants néofascistes (Fórum, 2013; Vainer et al, 2013).

Comment expliquer un tel retournement ? Qui sont ces activistes ? Que veulent-ils ? Et d'où viennent-ils ? Profitant de l'absence de leadership, de direction ou de mots d'ordre convenus de la part des organisateurs de ces mobilisations, ils ont cherché à investir le mouvement, lui donner leur propre impulsion, leur orientation. Personne ne les attendait. Personne, à de rares exceptions près, ne les a vus venir. Dans le chaos des journées de juin, rares étaient ceux qui étaient en mesure les identifier.

Et ce flou a ensuite été accentué par les interprétations presque unanimement positives et enthousiastes – singulièrement à l'extérieur du pays – qui ont été faites de ces mobilisations, lesquelles ont souvent été parées de toutes les vertus. À l'évidence, ces lectures ont eu pour effet de dérober au regard cette autre dimension centrale, nettement plus sombre, de la révolte de la jeunesse brésilienne. Faut-il ici le rappeler, un mouvement ne possède pas automatiquement des attributs progressistes quand bien même est-il jeune et massif ? Car, si l'on a beaucoup dit et écrit que cette mobilisation avait contribué à politiser une jeunesse que l'on a longtemps décrite comme inerte politiquement, force est de constater après coup que pour beaucoup de ces jeunes, cette entrée en politique s'est faite par la porte de droite.

Un Tea Party tropical ?

Dissimulés dans les foules grimées de jaune et de vert qui ont envahi les rues dans la deuxième quinzaine du mois de juin 2013, ces activistes de droite ont ensuite fait tomber le masque, en multipliant les actes et les interpellations publiques en leur nom propre. Si le mouvement de protestation urbaine s'est très vite essoufflé, ces militants de droite ont continué en revanche à se mobiliser dans la rue, dans les médias, sur les réseaux sociaux, révélant publiquement leur identité et dévoilant leurs réelles motivations.

À première vue, cette ultra-droite est loin d'être homogène. Elle s'apparente à un attelage hétéroclite et à géométrie variable de courants, de mouvances, de militants et de sympathisants de provenances et d'identités très diverses. On y croise pêle-mêle des fondamentalistes pentecôtistes et des traditionalistes catholiques ; des activistes antiavortement du Movimento Legislação e Vida (Mouvement législation et vie) ; des (ex)militaires et (ex)policiers du Partido militar brasileiro (Parti militaire brésilien) en voie de formation ; des nostalgiques de la dictature et des « grandes Marches de la famille avec Dieu et pour la liberté » et de l'excentrique tribun ultranationaliste Enéas Carneiro⁵; des militants du mouvement « anticorruption » Cansel⁶ ; une kyrielle de petits collectifs apparus récemment (Movimento Viva Brasil, Movimento Brasil Livre, Revoltados on Line, Caras Pintadas, Movimento Endireitar Brasil, etc.) ; de jeunes hispters libertariens et antimarxistes liés au groupe

3 Le Parti Socialisme et Liberté (PSOL) est une dissidence du PT. Avec les trotskystes du Parti socialiste des travailleurs unifiés (PSTU), il représente au Brésil la gauche radicale. Lié officiellement à aucun parti, le Mouvement des travailleurs ruraux sans terre (MST) est quant à lui considéré comme le plus grand mouvement paysan d'Amérique latine

4 Créé durant le Forum social mondial de Porto Alegre de 2005 par des activistes de São Paulo, le Movimento Passe Livre lutte pour la gratuité des transports publics, qu'il considère comme un « droit à la ville ». Il est à l'initiative des premières mobilisations de juin 2013

5 Décédé en 1997, Enéas Carneiro était le fondateur et la figure de proue du Prona (Partido da Reedificação da Ordem Nacional – Parti de la réédification de l'ordre national) aujourd'hui disparu. Classé à l'extrême droite, ce cardiologue fut longtemps le député fédéral le mieux élu au Congrès.

6 Connu par son slogan (Cansel !), le Mouvement civique pour les droits des Brésiliens est né peu après le crash du vol 3054 de la TAM en juillet 2007, à l'initiative de quelques personnalités des mondes médiatique, sportif et politique. Qualifié d'élitiste par ses détracteurs, ce mouvement entendait initialement dénoncer les supposés « désordres » de l'administration Lula et l'affaire dite du Mensalão qui a éclaboussé le PT quelques années plus tôt.

Vanguarda Popular⁷ ; et quelques dizaines de personnalités médiatiques : journalistes, chroniqueurs, vedettes du petit écran, quelques artistes et même un chanteur de rock, Lobão, anticonformiste de droite notoire (Solnik 2012; Nogueira 2013; Campos Mello 2014; Martin, 2014) .

Conservateurs sur le plan des mœurs et des valeurs, la plupart des acteurs de cette droite composite se réclament ouvertement de l'ultralibéralisme sur le plan économique et militent activement pour la stricte limitation du champ d'action de l'État à ses fonctions régaliennes classiques. S'ils partagent avec les courants néo-intégralistes⁸, version tropicale du fascisme mussolinien, un attachement indéfectible à la nation, aux traditions, à la religion et un même culte de l'autorité et de la force virile, ils s'en distinguent nettement par leur opposition à toute forme de transferts sociaux et de solidarité organique, par le culte du marché et des libertés individuelles, ainsi que par une idéologie de type sécuritaire aux accents encore plus xénophobes et racistes que cette extrême droite historique⁹. Des différences qui n'empêchent cependant pas de jeunes néo-intégralistes de se joindre aux mobilisations et actions de cette nouvelle droite, à l'instar de petits groupes de skinheads.

En fait, s'il est un phénomène politique avec lequel cette nouvelle droite militante partage non pas seulement un air de famille, mais de réelles accointances, c'est bien le Tea Party aux États-Unis. Le parallèle est évident. La ressemblance est frappante. Comme le Tea Party étasunien, cette droite qui mobilise dans la rue et multiplie les actes publics, est formée d'une multitude d'organisations et de groupuscules plus ou moins reliés entre eux en réseau. Comme lui, elle est diffuse, présente à la fois dans le monde des médias, dans les administrations, dans les partis politiques et le monde de l'entreprise. Comme lui, elle s'est constituée en réponse à l'arrivée au pouvoir d'un gouvernement progressiste ou supposé tel, et se présente comme le dernier rempart de la démocratie face à l'interventionnisme des pouvoirs publics, indistinctement taxés de communistes, de fascistes et de néonazis (sic). Comme lui, elle se veut la gardienne des traditions fondatrices de la nation et une réponse au déclin des valeurs et à l'érosion des mœurs. Comme lui, elle se pose en défenseur, des classes moyennes, voire des petites gens face à la tyrannie de l'impôt, se présente comme le garant des libertés politiques et économiques face à un État et des politiques qu'elle juge intrusifs et oppressifs et combat toute idée de redistribution et de déconcentration des revenus et se vautre dans les thèses conspirationnistes et les diatribes anti-solidarité. Comme lui enfin, certaines de ses composantes sont financées directement par des entreprises et de puissantes fondations privées (Guerlain 2012; Moreira Leite 2014; Campos Mello 2014).

À noter que les principaux intéressés eux-mêmes se réclament de ce Tea Party nord-américain ou appellent de leurs vœux la formation d'un mouvement similaire. Certains vont même jusqu'à proposer un programme politique commun à ce Tea Party brésilien, à l'instar du directeur de l'Instituto Liberal, le publiciste Alexandre Borges, dans un article au ton prémonitoire, « Que venha o Tea Party brasileiro » (*Mídia sem Máscara*, 18 novembre 2014).

Reste que la version brésilienne de ce Tea Party est plus élitaire dans sa composition et radical dans ses revendications qu'elle se développe dans un pays plus pauvre et aux inégalités bien plus abyssales qu'aux États-Unis et qu'elle n'est pas apparue suite à une crise économique grave au contraire de son modèle nord-américain. « *Agissant dans un pays beaucoup plus pauvre et inégal (...), écrit ainsi le journaliste politique Paulo Moreira Leite, notre Tea Party est une traduction adaptée et appauvrie (de cette) même rhétorique. En se cachant derrière des causes présentées comme universelles, elle cherche à faire oublier qu'elle agit au nom d'intérêts bien particuliers. Dans sa version « tropicalisée » (ses membres) allèguent que tout ce que ce qui se maintient grâce à l'État constitue non seulement un embryon de communisme, mais est le fruit d'un vol (...). Quand ils s'expriment, ils se font passer pour des anarchistes de droite, mais ses véritables leaders et inspireurs ont dans le passé flirté avec la dictature militaire, voire davantage* » (*IstoéIndependente*,

7 Référence ironique à l'organisation de guérilleros dans laquelle Dilma Rousseff était active durant sa jeunesse : Vanguarda Popular Revolucionária

8 Fondée au début des années 1930 par Plínio Salgado, l'Action intégraliste brésilienne était un mouvement de masse qui comptera près d'un million de membres et sympathisants jusqu'à son interdiction en 1937 par Getúlio Vargas. Ses sources d'inspiration étaient le fascisme mussolinien, le salazarisme portugais, le franquisme espagnol, la doctrine sociale de l'Église, l'action française de Mauras et le courant moderniste brésilien. Vêtus d'un uniforme et portant un brassard frappé du sigma grec, ses adeptes dénonçaient le capitalisme, revendiquaient un État fort, corporatiste et centralisé ; et valorisaient, contrairement à leur alter ego européen, la miscégénéation, défendant une identité brésilienne unique fondée sur la fusion de trois races (blanche, noire et indienne). En 2004, s'est tenu à São Paulo un premier congrès néo-intégraliste réunissant les deux mouvements qui s'en réclament, le Frente Integralista Brasileira (FIB) et le Movimento Integralista e Linearista Brasileiro (MIL-B). Mais la fusion n'a pas abouti à cause de dissensions internes et de visions idéologiques franchement différentes (Nogueira, 2013)

2014).

Or, c'est précisément cette filiation qui relativise la nouveauté de cette droite. Elle ne tiendrait qu'à l'utilisation de répertoires d'action longtemps associés à la gauche et au détournement de ses symboles, selon l'un des premiers à s'y être intéressé (Solnik, 2012). Parée de nouveaux atours, elle ne serait tout au plus que la dernière mouture du vieux fonds élitiste, réactionnaire, anticommuniste et antisocial de la société brésilienne, converti en idéologie anti-pétiste. « *Au Brésil, explique ainsi l'historien pauliste Lincoln Secco, la recrudescence de l'idéologie anti-pétiste et la dégénérescence des Journées de juin ont donné à cette droite l'apparence de la nouveauté. Mais tout comme l'anticommunisme, l'antipétisme en tant que phénomène ne s'oppose pas à un parti en particulier. L'antipétisme existait déjà dans les années 1980 et ses motivations profondes sont les mêmes : la peur que les pauvres ne freinent l'ascension (sociale) des uns ou qu'ils ne gravissent les échelons et se rapprochent de vous* » (Carta Maior, 7 novembre 2014).

Antipétisme, racisme social, xénophobie et violence verbale

L'anti-pétisme constitue en effet le principal ciment de ce Tea Party brésilien, son seul vrai trait d'union objectif, son principe fédérateur, mais aussi son principal fonds de commerce. Toutes ses composantes partagent une commune aversion vis-à-vis de la gauche en général, du PT et du gouvernement pétiste de Dilma Rousseff en particulier. Sans exception aucune, le Parti des travailleurs et ses représentants au gouvernement sont affublés de tous les vices et rendus responsables de tous les maux de la société brésilienne : criminalité galopante, corruption, gabegie, dissolution des mœurs et des valeurs, etc. Abondamment relayé par une presse carnassière, avide de sang et de larmes, chaque drame, chaque affaire, chaque scandale est mis sur le compte soit du PT, soit du gouvernement, soit des politiques, soit encore de l'environnement qu'ils auraient contribué à instaurer.

Dans un tel climat, il est aisé de comprendre que les mobilisations de juin 2013 aient été du pain béni pour cette nouvelle droite. En se transformant en une violente charge contre les pouvoirs publics et le gouvernement fédéral, cette protestation massive lui a donné l'opportunité non seulement d'exister et de se faire entendre, mais aussi d'étendre son influence et son audience bien au-delà des cercles restreints dans lesquels elle demeurerait confinée jusque-là. Saisissant l'occasion, cette veille droite reliftée a finalement trouvé un réel écho au sein des classes moyennes urbaines, séduites par son discours antipétiste, anticorruption, autoritaire et sécuritaire. En témoignent, en autres, le succès du site d'information, *Mídia sem Máscara* (littéralement média sans masque), fondé par le journaliste d'extrême droite, Olavo de Carvalho, et dont une version papier vient d'être lancée, de même que la performance électorale récente de la famille Bolsonaro et du pasteur fondamentaliste Marco Feliciano, figures de proue de cette mouvance ultraradical. Nous y reviendrons.

Outre sa responsabilité dans la dégénérescence morale de la nation, le PT est accusé de vouloir instaurer une dictature socialiste dans le pays avec l'appui de ses alliés nationaux (mouvements sociaux, syndicats, Ordre des avocats du Brésil, enseignants et professeurs des universités, militants écologistes, féministes ou organisations de défense des droits de l'homme et des minorités, etc.) et l'aide des Cubains, des Vénézuéliens et des autres partis de gauche du continent. Ainsi, peu après les élections d'octobre 2014, plusieurs organisations liées à cette nouvelle droite publient un manifeste « Pour la démocratie » dans lequel elles déclarent dans un langage paranoïaque digne des pires moments de la guerre froide et truffé de références gramsciennes⁹ :

« Nous descendons dans la rue pour défendre la démocratie brésilienne, sérieusement menacée par le projet totalitaire du PT, fomenté par le forum de São Paulo (organisation terroriste qui réunit les partis de gauche et des groupes criminels du continent) pour implanter le bolivariisme au Brésil et

⁹ Depuis longtemps déjà, la droite brésilienne s'est approprié cette référence. En 2013, la très médiatique représentante des grands propriétaires terriens et de l'agrobusiness, la sénatrice Katia Abreu, écrit ainsi dans un éditorial de la *Folha de São Paulo* : « Gramsci enseignait que le théâtre d'opérations de la révolution communiste n'était pas un champ de bataille (proprement dit), mais l'environnement culturel (...) il soutenait que l'homme nouveau, annoncé par Marx, émergerait non pas à l'issue d'une terreur révolutionnaire, mais d'une transformation des mentalités. Elle s'impose (la gauche) donc par l'infiltration et le contrôle par le parti des moyens de communication – journaux, cinéma, théâtres, éditeurs, etc. - et la destruction graduelle des valeurs chrétiennes au moyen d'une guerre psychologique (...). Inutile de dire que cette révolution est en marche actuellement au Brésil – et ça ne date pas d'hier » (cité in Nogueira, 2013).

*dans d'autres pays latino-américains, sous la direction des frères Castro. ...). Nous savons que le PT s'emploie à éteindre les libertés individuelles au moyen des pires populisme et clientélisme, comme le montrent les désastreuses conséquences économiques, la dégradation morale généralisée et l'insécurité institutionnelle générées par l'accaparement de l'État et de la société civile par une idéologie hégémonique qui met en danger les libertés individuelles ». Et les signataires de ce manifeste de réclamer, après avoir déversé un torrent de haine et d'accusations mensongères contre le gouvernement, la destitution de Dilma Rousseff dans une rhétorique « golpiste » (promotion du coup d'État) à peine voilée, même s'ils s'en défendent (*Mídia sem Máscara*, 13 novembre 2014).*

Si elle banalise la « rhétorique golpiste », alors même que la Commission d'enquête sur les crimes commis pendant la dictature militaire vient de publier un rapport accablant, cette diatribe antipétiste tend aussi à exclure de l'espace politique des catégories sociales entières, en réactivant les vieux préjugés sociaux et raciaux, ceux-ci se confondant souvent au Brésil. La victoire étriquée de Dilma Rousseff face au candidat Aécio Neves a donné lieu par exemple à une violente campagne, relayée par les principaux médias (Veja, TV Record, Globo, etc.), contre les électeurs pauvres du Nordeste-Est du pays, accusés d'avoir fait pencher la balance électorale en faveur de la candidate présidente pétiste. Un vote forcément clientéliste, caduc et non avenu pour cette nouvelle droite.

Car, cette population « indolente », « mal éduquée » ; « ignorante » et « assistée » aurait été mobilisée, sinon instrumentalisée, à coup d'avantages et de programmes sociaux, dans le seul et unique but de servir les intérêts politiques hégémonistes du PT et de la gauche en général aux dépens des classes moyennes – blanches sous-entendu – des grandes villes du Sud du pays, poumon économique de la nation, comme le rappelait un journaliste de *Mídia sem Máscara* : « *La grande vérité de 2014* » est celle-ci : « *ce ne sont pas les pauvres qui ont besoin du PT, mais le PT qui a besoin des pauvres en situation de pauvreté. Pour qui ne s'en rend pas compte, là est la nouvelle relation de cause à effet de la misère au Brésil* » (Puggina, 2014). Ce « coup d'État » électoral ou encore cette « prise en otage » des « contribuables » par une population captive, justifie donc, pour cette droite, l'impeachment de Dilma Rousseff, l'intervention de l'armée ou encore les velléités autonomistes de l'État de São Paulo.

Bien entendu, ces Nordestins, qui auraient volé la victoire aux classes moyennes du Sud, ne sont pas les seuls boucs émissaires de ce Tea Party. Ses attaques visent aussi l'ensemble des catégories sociales pauvres, bénéficiaires des allocations sociales et des politiques de quotas, indigènes et populations afro-brésiliennes principalement, les « déviants » LGBT, les athées et les féministes, ainsi que l'ensemble des militants de gauche, dont il est affirmé avec aplomb – et preuve à l'appui – qu'ils partagent tous des tendances « psychopathes » ou « hystériques » (De Carvalho, 2014).

Dans la bouche de certains de ses représentants, le propos se fait encore plus intolérant, le langage plus violent. Le champion toutes catégories de cette parole débridée est sans nul doute le député fédéral Jair Bolsonaro. Remonté récemment par les accusations de violation à grande échelle des droits de l'homme par les militaires durant la dictature portée par la députée pétiste et ex-ministre des droits de l'homme de Dilma Rousseff, Maria do Rósario, il n'a pas hésité à lui lancer : « *Je ne te violerai pas toi. Tu ne le mérites même pas* », provoquant un tollé dans l'hémicycle. Auparavant, à une députée du PSOL (Partido Socialismo e Libertade) qui avait proposé qu'une enquête soit ouverte contre lui pour des propos similaires, il avait rétorqué le plus sereinement du monde qu'il n'y répondrait « *que sur du papier toilette* », car le PSOL « *est un parti de connards et de pédés* » (Mauricio Tonetto, 2014; Vinogradoff, 2014).

Accusé d'incitation à la haine, à violence et au viol, le patriarche de la famille Bolsonaro n'en était évidemment pas à son premier coup d'essai. Ainsi, à la fille du célèbre chanteur afro-brésilien Gilberto Gil qui l'interrogeait dans une émission télévisée sur l'éventualité d'une relation entre son fils et une mulâtre, il répondit « *Je ne vais pas parler de promiscuité avec toi ni avec personne. Cela ne risque pas d'arriver, car mes fils ont été bien élevés et n'ont pas grandi dans le type d'environnement qui a été le tien* » ! Racisme non dissimulé, mais aussi homophobie complètement assumée ! Aussi, à plusieurs reprises, avait-il ouvertement déclaré qu'il préférerait voir son fils mort plutôt qu'homosexuel, que jamais il ne s'installerait à côté d'un couple de gays, car « (ces gens) *faisaient baisser le prix de l'immobilier* » et que seuls des coups de trique pouvaient « corriger » cette déviance (Ibid).

Dépeints comme « malodorants et mal-éduqués », les indigènes sont également la cible du sarcasme xénophobe du très populaire député d'extrême droite, toujours tiré à quatre épingles. Ainsi, se référant

aux représentants indigènes venus défendre la délimitation de leur territoire, il déclara : « *L'Indien, c'est celui qui est en poste ici à Brasília, voyage en avion, mange désormais une côtelette de porc, prend une chope et probablement un whisky (...) qui sait se montrer agréable au téléphone la nuit entière. Cet indien est celui qui vient ici nous parler de réserves indigènes. Il devrait plutôt sortir là dehors, aller brouter de l'herbe et retrouver ainsi ses origines* » (Guerreiro, 2008). Si le propos choque, il n'est pas surprenant de la part de celui qui considère les droits de l'homme comme du « fumier » pour vagabonds (*esterco do vagabundagem*) et la torture comme un moyen légitime d'investigation (*Istoé-Gente*, 2000).

Malgré le feu nourri de critiques et de réactions outrées, le discours musclé de Jair Bolsonaro et ses fréquents écarts de langage et de conduite n'ont pas entamé le capital de sympathie dont il jouit à Rio de Janeiro. Loin de là ! Surfant sur la vague de contestation anti-PT, antigouvernementale et sécuritaire, le charismatique leader de l'extrême droite brésilienne a été l'un des députés les mieux élus au Congrès brésilien lors des dernières élections d'octobre 2014. Avec 464 572 voix de préférence, soit le quatrième meilleur score et un résultat quatre fois plus élevé qu'aux élections de 2010, il se situe juste devant son fidèle allié, le pasteur néopentecôtiste, raciste, homophobe et xénophobe, Marco Feliciano, qui avait déclaré lui que le meurtre de John Lennon était un châtiment divin (Veja, 2013) ! Bénéficiant de la popularité de leur père, les trois fils Bolsonaro ont eux aussi été confortablement élus dans diverses assemblées (Oualalou, 2014). Le petit dernier, Eduardo, qui siège aux côtés de son père au Congrès – mais dans le parti de Feliciano - s'était fait remarquer lors d'une manifestation anti-Dilma l'action de la police militaire, un revolver clairement visible à la ceinture (*El País Brasil*, novembre 2014).

Polarisation asymétrique

Depuis les élections d'octobre 2014, le Brésil est davantage polarisé et l'action du gouvernement davantage entravée, avec un Congrès plus morcelé et réactionnaire que jamais, dans lequel les lobbys parlementaires (« bancadas ») conservateurs ont tous renforcé leur présence : bancada évangéliste, bancada ruraliste regroupant les grands propriétaires terriens et/ou les députés qui leur sont favorables et bancada da bala (littéralement « de la balle ») favorable à la vente libre des armes à feu. Le gouvernement devra donc cohabiter pendant quatre ans avec un Parlement fédéral qui n'a sans doute jamais été aussi marqué à droite depuis cinquante ans, hormis bien sûr la longue période de dictature militaire (Oualalou, 2014). Autant dire, dans ces conditions, que toute réforme politique – en particulier celle du parlement fédéral – réclamée pourtant par de nombreux manifestants durant les Journées de juin, et promises par Dilma Rousseff, est morte et enterrée. Enterrés eux aussi, ou sérieusement remis en question, les projets les plus progressistes du gouvernement

C'est sans doute là l'une des leçons à tirer des mobilisations de juin 2013, mais aussi leur principal paradoxe. L'effet pervers auquel ceux qui en ont été les instigateurs, en particulier les membres du Movimento Passe Livre, ne s'attendaient pas, en dépit des quelques rares mises en garde (Sader, 2013). Comme le soulignent en effet plusieurs commentateurs de la vie politique brésilienne, en se transformant peu à peu en un assaut contre le gouvernement et les partis au pouvoir, ces mobilisations qui se voulaient au départ progressistes ont ouvert une sorte de boîte de pandore, scellée depuis l'arrivée à la présidence du candidat Lula, et libéré les forces les plus ataviques et les plus réactionnaires du pays. Massivement mobilisés, les protestataires ont créé une dangereuse brèche dans le consensus politique instauré par la gauche brésilienne au prix d'importants renoncements, brèche dans laquelle ces forces n'ont pas tardé à s'engouffrer. En ternissant l'image du PT et affaiblissant le gouvernement, ces protestations ont d'une certaine manière fait le jeu – involontairement il est vrai – de cette droite décomplexée qui jusque-là demeurait isolée, politiquement inexistante, du moins dans sa forme organisée, et pratiquement inaudible, comme s'en alarmait encore en 2011 le très conservateur et populaire hebdomadaire *Veja* (« O caso incrível de um país sem direita », 3 juin).

Incapables jusqu'ici de trouver une expression commune et forte, dans un champ politique dominé par la bipolarisation PT-PSDB, les composantes les plus radicales de cette droite ont très vite pris conscience du profit qu'elles pouvaient tirer de ces mobilisations. Ses principaux protagonistes en ont profité pour se rapprocher, se réorganiser, s'unir en dépit de leurs divergences, descendre main dans la main dans la rue et recruter très largement, en exploitant la lassitude des classes moyennes vis-à-vis de la corruption, de la criminalité, des jeux politiques ou encore de l'inflation. Et, aujourd'hui, comme le Tea Party états-unien, cette nouvelle droite ultraradicale est capable de mobiliser dans la

rue plusieurs milliers de personnes. Du jamais vu au Brésil pour un mouvement réactionnaire depuis les rassemblements des grands propriétaires terriens liés à l'UDR (União democrática ruralista) avant le vote de la Constitution de 1988 (Payne 2000; Revista Forum, 21 décembre 2014). Comme le Tea Party aux États-Unis, enfin, elle tend à privilégier une stratégie d'opposition asymétrique au débat démocratique.

« La droite nord-américaine, explique ainsi Paulo Arantes, n'est pas intéressée par la formation d'une majorité gouvernementale. Ce qui l'intéresse, c'est d'empêcher que les gouvernements gouvernent. Elle ne désire pas vraiment élaborer de politiques dans le cadre législatif et ignore le vote de l'électeur moyen. Elle n'a pas besoin de voix parce qu'elle est directement financée par les grandes entreprises (... ») . Voilà pourquoi ses partisans peuvent « se donner le luxe de prendre des positions à la fois très claires et non négociables (...) rendant impossible toute modification du statu quo ». Des prises de positions radicales que la gauche au pouvoir ne peut de son côté pas se permettre, précisément parce qu'elle doit, elle, « gouverner, constituer des majorités, négocier et emballer le tout ». Aux États-Unis, ajoute-t-il encore, « les démocrates et les 'libéraux' (liberals au sens anglo-saxon) se caractérisent par une certaine modération, tout comme la gauche officielle au Brésil, qui est modérée, tandis que de l'autre côté c'est l'absence de modération qui prévaut. De là, le fait que cette polarisation soit asymétrique » (Folha de São Paulo, 31 octobre 2014).

La parole libérée et décomplexée est caractéristique de l'absence de modération de cette droite. Dans ses interventions politiques et ses actes publics, il s'agit avant tout d'attaquer, de blesser, de discréditer, de délégitimer, d'offenser, de discriminer et d'exclure. Tous ses projets, toutes ses propositions, s'inscrivent délibérément en dehors ou à la marge du « politiquement acceptable », sur le plan de l'éthique, un phénomène qui, soit dit en passant, renvoie au problème plus général – observé ailleurs également – d'estompement des normes et des seuils de tolérance démocratique coulés dans le droit international et la législation nationale. En témoignent notamment la banalisation de la rhétorique « golpiste », les manifestations exigeant l'intervention de l'armée, la pétition réclamant l'impeachment de Dilma Rousseff, qui a déjà recueilli près d'un million de signatures; et l'intolérance ouvertement exprimée de ses leaders (de Souza, 2014). Passée maîtresse dans l'art de cultiver les préjugés, la rumeur et la calomnie, prenant le « peuple » à témoin dans les procès publics qu'elle tente constamment à ses adversaires, ignorant toute forme de compromis démocratique, elle ne brigue pas vraiment le pouvoir, mais cherche à entraver son action.

Représentées essentiellement par trois petits partis (sur les 28 que compte désormais le Congrès), à savoir les très mal-nommés Parti progressiste, Parti républicain progressiste et Parti social-chrétien, tous trois issus de l'Arena (Alianza renovadora nacional), le parti des militaires durant la dictature, cette droite radicale demeure certes minoritaire politiquement. Mais elle peut désormais compter sur l'appui ponctuel et négocié d'autres formations, d'autres députés, acquis à l'une ou l'autre de ses causes, dans un parlement toujours plus morcelé, dominé par les groupes de pression conservateurs déterminés à mettre des bâtons dans les roues du gouvernement. Elle ne se privera donc certainement pas de mobiliser ces alliés de circonstance pour saborder tout projet qui ne cadre pas avec sa lecture ultra-radical du monde. Et, ce faisant, elle obligera les partis de gouvernement à se livrer à d'interminables et, souvent, douteux marchandages avec l'opposition, ce qui renforcera à son tour le discrédit de la classe politique dans son ensemble.

En pleine croissance, cette droite trouve aussi dans les médias de précieux alliés. Jouissant dans ces espaces d'une résonance inversement proportionnelle à son poids électoral, elle bénéficie aussi de la sympathie, plus ou moins appuyée, plus ou moins explicite, d'intellectuels de plateaux, invités permanents qui se font les chantres de cette « nouvelle pensée de droite » décomplexée, comme les philosophes et écrivains Denis Lerrer Rosenfield et Luiz Felipe Pondé, le sociologue Demétrio Magnoli, le journaliste politique Reinaldo Azevedo, l'économiste Rodrigo Constantino ou encore l'historien Marco Antonio Villa (Vision Brésil, mai 2012). Alimenté également par les « experts » de l'Institut Millenium, un réseau de think tanks ultralibéraux et néoconservateurs, ce paysage médiatique très marqué à droite et dominé par quelques grands groupes médiatiques, offre maintenant une tribune inespérée à cette mouvance qui sait tirer profit de cette formidable caisse de résonance (Solnik, 2012; Campos Mello 2014).

Reste que cette vague droitière est révélatrice aussi d'une réceptivité plus grande de la société brésilienne aux thèses néoconservatrices, sécuritaires et anti-pétistes, tout comme elle est symptomatique d'un essoufflement du lulisme et d'une chute de confiance vis-à-vis du gouvernement,

empêtré dans une seconde affaire de corruption touchant l'entreprise publique pétrolière Petrobras, contraint au compromis et à la modération politiques, ne parvenant plus à proposer un vrai projet mobilisateur et devenu de plus en plus distant par rapport à ses bases historiques. Pour le PT et la gauche en général, moins bien représentés au Congrès depuis les dernières élections (le PT a perdu près de 17 députés), cette montée en puissance de la droite est indiscutablement annonciatrice de grandes difficultés à venir. Tandis que certains pointent déjà le risque d'une « venezualização » de la vie politique brésilienne, la gauche sociale tente d'organiser vaillamment que vaillamment la riposte en faisant campagne pour une profonde réforme politique. Mais peut-être est-il déjà trop tard !

Bibliographie

Borges A. (2014), « Que venha o Tea Party brasileiro », *Mídia sem Máscara*, 18 novembre.

Brito F. (2013), « O vácuo político é estufa da direita », *Tijolaço*, 21 juin, www.tijolaço.com.br

Campos Mello P. (2014), « Liberais, libertários e conservadores, uni-vos », *Folha de São Paulo*, 5 octobre.

De Carvalho O. (2014), « Opinião: Psicopatia e histeria », *Diário do comércio*, 15 décembre.

De Souza J. (2014), « Fora Dilma é a banalização da retórica golpista », *UOL Notícias- Política, Blog de Josias*, 1er novembre.

El País Brasil (2014), « Não vejo por que ir desarmado ao protesto » (Eduardo Bolsonaro, deputado federal), 3 novembre.

Folha de São Paulo (2014), « Nova direita surgiu após junho, diz filósofo », 31 octobre

Guerlain P. (2012), « Le Tea Party : un mouvement protestataire financé par des milliardaires. Les théories du complot comme stratégies de luttes des classes par le haut », *Agone*, n° 47.

Guerreiro G. (2008), « Índio joga água em deputado durante audiência na Câmara; ministro é chamado de terrorista », *Folha Online*, 15 mai.

Instoé-Gente (2000), « Eu defendo a tortura ». Entrevista de Jair Bolsonaro por Cláudia Carneiro », 14 février.

Maringoni G. (2013), « Não há ameaça de golpe ! », *Carta Maior*, 21 juin.

Martín M (2014), « Protestos anti-Dilma: Não é uma banda de indie-rock, é a vanguarda anti-Dilma », *El País Brasil*, 12 décembre 2014.

Mídia sem Máscara (2014), « Manifesto Pela Democracia », 13 novembre.

Moreira Leite P. (2014), « O Tea Party original é o nosso », *Istoé-Independente*.

Nogueira P. (2013), *Eles querem « endireitar » o Brasil*, UNESP.

Oualalou L. (2014), « Au Brésil, le nouveau Congrès est le plus conservateur depuis un demi-siècle », *Mediapart*, 11 octobre.

Payne L.A. (2000), *Uncivil movements. The armed right wing and democracy in Latin America*, The John Hopkins University Press, Baltimore.

Puggina P. (2014), « Voto de Confiança ? Em Dilma ? », *Mídia sem Máscara*, 8 décembre.

Revista Fórum (2013), « SP: Movimento Passe Livre repudia violência contra partidos em manifestações », 21 juin.

Revista Fórum (2014), « Qual é o destino dos coletivos da nova direita », 21 décembre

Sader E (2013), « Brasil : Primeiras reflexões », *Carta Maior*, 20 juin.

Secco L. (2014), « A direita militante », *Carta Maior*, 7 novembre.

Solnik A. (2012), « Vanguarda popular : a direita sai do armário (com roupas de esquerda) », *Revista Brasileiros*, 62, décembre.

Tonetto M. (2014), « As 10 polêmicas de Bolsonaro », noticias.terra.com.br/brasil/polemicas-de-bolsonaro/

Vainer et al (2013), *Cidades Rebeldes. Passe Livre e as manifestações que tomaram as ruas do Brasil*, Boitempo Editorial, São Paulo.

Veja (2011), « O incrível caso do país sem direita », 3 avril.

Veja São Paulo (2013), « Polêmica do dia: pregação de Marco Feliciano sobre morte de John Lennon vira notícia internacional », 10 avril.

Vinogradoff L. (2014), « Homophobe, misogyne, raciste...Jair Bolsonaro, le député qui ose tout », *Le Monde-Blogs*, 12 décembre.

Weissheimer M A (2013), « Não há um movimento em disputa, mas uma multidão sequestrada por fascistas », *Carta Maior*, 21 juin.

Laurent Delcourt est chargé d'étude au CETRI – Centre tricontinental



Centre tricontinental - CETRI
av. Sainte Gertrude 5 à 1348 Louvain-la-Neuve, Belgique
Tél: +32 (0)10/48.95.60 - Fax: +32 (0)10/48.95.69
cetri@cetri.be - www.cetri.be

Avec le soutien de la Fédération Wallonie-Bruxelles,
service de l'éducation permanente et de la Province
du Brabant wallon



FÉDÉRATION
WALLONIE-BRUXELLES

Brabant wallon
la jeune Province